

La Roumanie sous le despotisme

Christian Rakovsky

Source : «Vorwärts», 25^e année, n°74, 27 mars 1908, p. 2. Traduction MIA.

On a voulu présenter la campagne acharnée du gouvernement « libéral » de Roumanie contre le mouvement ouvrier socialiste comme une conséquence psychologique des soulèvements paysans de mars 1907, comme une sorte de désarroi passager que cette catastrophe historique aurait provoqué dans les classes dirigeantes du pays. On se disait qu'en fin de compte, le gouvernement lui-même finirait par comprendre que le mouvement socialiste n'avait rien à voir avec ces révoltes, et qu'il n'y avait rien de plus insensé que de déchaîner l'arbitraire et l'illégalité contre le monde ouvrier et la social-démocratie.

Ces prophètes trop crédules se sont entièrement trompés. Il ne s'agit pas d'une persécution éphémère, mais bien de l'instauration d'une traque permanente des socialistes : nos libéraux, régénérés par le sang des renégats du socialisme, dédaignent même de se faire d'abord voter une loi par la Chambre et le Sénat. La procédure serait trop longue : les décrets secrets de Messieurs les ministres, même s'ils bafouent toute légalité, agissent beaucoup plus vite.

À l'avant-garde marche le ministre de l'Intérieur, Ion I. C. Brătianu, « l'espoir de la gauche libérale », un petit homme qui s'est choisi pour modèles, en sa qualité de chef avisé des nationaux-libéraux, le Portugais Franca et le Russe Plehve. Un cerveau creux, mais un homme fort ! Son œuvre est la création de l'infâme troisième section au sein du ministère de l'Intérieur, dont la mission spécifique est de réprimer instantanément toute velléité de liberté parmi les travailleurs. Un système d'espionnage ramifié a été mis en place dans tout le pays. Une armée d'indicateurs encercle pour ainsi dire les clubs, les salles de réunion et jusqu'aux lieux de travail des ouvriers ; quiconque est suspecté de socialisme est suivi à chaque pas.

À Galați, le préfet Atanasiu – ce misérable gredin qui fut pourtant délégué socialiste au congrès international de Londres en 1896 ! – a purement et simplement aboli le droit de réunion des ouvriers. La situation est encore pire dans la région des gisements pétroliers de la vallée de la Prahova. Les ouvriers y sont placés sous surveillance policière et militaire, et Câmpina vit comme en état de siège.

La troisième section a constitué un dossier spécial pour chaque ouvrier et chaque personne suspectée de socialisme, exactement comme pour des criminels de droit commun, avec signalement, photographie et tous les détails concernant l'activité politique ou syndicale. Un ouvrier tombé sous le coup de la surveillance de la troisième section est perdu à jamais. Il ne trouve plus de travail nulle part. S'il parvient malgré tout à être embauché dans une usine, la troisième section intervient aussitôt auprès du directeur et le contraint à licencier « l'individu dangereux ». L'« Adevărul » a publié quelques exemples de ces méfaits de la troisième section.

Que la chambre noire des postes et le vol du courrier continuent allègrement, que les décrets secrets enjoignant aux services postaux, à la police et aux enseignants de ne pas distribuer, de ne pas diffuser et de ne pas laisser lire les journaux et écrits socialistes restent en vigueur, que des ouvriers

étrangers et juifs soient expulsés arbitrairement, que les violences sanglantes se poursuivent dans les commissariats et les locaux de détention, tout cela le camarade Seliger l'a récemment exposé devant la Délégation autrichienne [*chambre des représentants austro-hongroise*], en dénonçant les outrances du gouvernement roumain.

Alors que les ouvriers sont ainsi pourchassés et harcelés, se joue au Parlement la comédie des « réformes agraires ». C'est là, tout d'abord, que les grands propriétaires terriens se votent à eux-mêmes des « dédommagements » sur les fonds de l'État. C'est là que chaque jour, on rogne ou on marchande un peu plus les « promesses royales ». Et cette clique de pillards cupides, qui sème la misère, la haine et l'indignation dans les villes et les campagnes, a l'effronterie de traiter les socialistes d'« anarchistes » !